

Convention collective nationale
IDCC : 277. – AVOUÉS PRÈS LES COURS D'APPEL
ET LEUR PERSONNEL
(22 septembre 1959)

AVENANT N° 1 DU 30 MARS 2011
RELATIF À LA GARANTIE DÉPENDANCE

NOR : ASET1150942M

IDCC : 277

Entre :

La CNA,

D'une part, et

La FS CFDT ;

Le SPAAC CFE-CGC ;

Le SNECPJJ CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce suit :

L'allongement de la durée de la vie humaine a fait naître le risque majeur de la perte d'autonomie.

De ce fait, les partenaires sociaux, soucieux du devenir des salariés de leur branche, ont décidé de protéger les salariés et anciens salariés de la branche contre ce risque en instaurant un régime dépendance à titre obligatoire et facultatif tel qu'établi par l'avenant à l'accord national professionnel réglant les rapports entre les avoués près les cours d'appel et leur personnel du 3 novembre 2010 (ci-après dénommé l'« avenant du 3 novembre 2010 ») à la convention collective nationale du travail du 20 septembre 1959, réglant les rapports entre les avoués près les cours d'appel et leur personnel.

Les partenaires sociaux sont très attachés à ce que la CREPA soit l'interlocuteur unique de la branche pour l'ensemble des garanties collectives mises en œuvre car cette dernière a une parfaite connaissance des attentes et besoins de la branche professionnelle. C'est pourquoi ils ont souhaité confier l'assurance de cette garantie dépendance à la CREPA.

Compte tenu de la nouveauté de ce risque pour les organismes assureurs, les partenaires sociaux et la CREPA sont convenus que les engagements inhérents au risque de dépendance seraient intégralement confiés à un réassureur,

en conséquence de quoi il a été convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

L'article 2 « Conditions » est complété comme suit :

« 2.3 La CREPA assurera la garantie dépendance établie par l'avenant du 3 novembre 2010 à la convention collective nationale du travail du 20 septembre 1959, réglant les rapports entre les avoués près les cours d'appel, à la condition que ses engagements inhérents à ce risque de dépendance soient intégralement réassurés.

La CREPA s'engage à ne pas résilier le traité de réassurance sans avoir conclu un nouveau traité de réassurance à garanties au moins équivalentes à celles qui résultaient du traité initial. »

Fait à Paris, le 30 mars 2011.

(Suivent les signatures.)